

Que réserve l'après-État islamique?

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Mossoul, la seconde ville en importance d'Irak occupée par l'État islamique, est tombée aux mains des forces irakiennes. Mais la bataille n'est pas encore finie quand bien même le président irakien pose pour des séances de photos devant la mosquée mossouliote d'Al-Hadba vieille de 850 ans et annonce une semaine de festivités. Des milliers de personnes sont encore cachées ou enfouies sous les décombres sans eau ni vivres et l'horrible odeur de putréfaction de cadavres plane dans l'air chaud. Dans la ville en ruines, les forces irakiennes ne savent pas si des militants de l'État islamique se sont infiltrés dans la population civile qu'ils traitent avec suspicion et sans ménagement. La remise en état des services publics à Mossoul nécessiterait un milliard de dollars et il faudrait 100 milliards pour reconstruire l'ensemble des régions reprises à l'État islamique.

L'Irak est gouverné par une majorité chiite. Le président sortant Nuri Al-Maliki a eu une politique sectaire qui s'est éloignée de la vision d'un état fédéral irakien regroupant les Chiites au Sud, les Sunnites au centre et les Kurdes au Nord : l'Irak est pavoisé de portraits de l'Ayatollah Khomeiny et l'Iran s'y comporte comme une puissance de protectorat. Le nouveau président irakien Abadi est encore prisonnier de cet héritage. Les populations du « triangle sunnite » ne lui font pas plus confiance qu'aux milices chiites au service de l'Iran : des milliers de sunnites ont été emprisonnés et des centaines de milliers d'autres n'ont pu retourner à leur foyer. À Mossoul, il ne reste plus que la moitié des 1,8 million d'habitants. À Bagdad même, Sunnites et Chiites marquent leur territoire par des assassinats suicide depuis plusieurs années.

La situation actuelle renforce l'Iran. Après 8 ans de guerre contre l'Irak, plus de dix années consacrées à planifier en catimini son industrie nucléaire et six années de soutien actif au dictateur syrien, l'Iran agit en maître dans une bonne partie du Liban, du Yémen, de l'Irak et de la Syrie. Les milices chiïtes soutenues par l'Iran cherchent à s'implanter à la frontière syro-irakienne afin d'assurer un continuum d'influence iranienne qui irait de l'Iran à la Méditerranée.

Bien que l'Iran et la Turquie soient farouchement opposés à leur propre minorité kurde, ces pays ne se font guère confiance et craignent que le Kurdistan irakien ne tombe sous l'influence du vis-à-vis. Il est fort possible que cette situation permette l'éclosion d'un nouvel état au Kurdistan irakien. La Turquie pourrait s'y résigner pour autant que les Kurdes du Nord de la Syrie n'y soient pas inclus. Un référendum sur l'indépendance doit se tenir le 25 septembre dans le Kurdistan irakien.

En Syrie, l'État islamique est sur le point de perdre la ville de Raqqa. La Russie, la Turquie et l'Iran ont proposé de contrôler des zones de désescalade (même si la trêve n'incluait pas les attaques aériennes). Les rebelles syriens s'y sont farouchement opposés. La rencontre qui s'est tenue entre Putin et Trump a permis de définir une zone de désescalade au Sud de la Syrie à la frontière israélo-jordanienne, mais sans participation de la Turquie et de l'Iran. Ce fut le seul point d'entente officiel et il est trop tôt pour savoir s'il sera effectivement respecté : au lendemain de l'accord, les rebelles syriens ont perdu 11 villages dans la région de Soueïda.

La course au contrôle de la Syrie se poursuit par de nombreuses factions armées : les forces syriennes - ou du moins ce qu'il en reste - et la Légion étrangère iranienne composée de milices chiïtes irakiennes, libanaises, afghanes et pakistanaises; les nombreuses factions islamiques dont Al-Nusra ; les Kurdes du Nord de la Syrie auxquels la Turquie voue une opposition implacable; les rebelles syriens soutenus par l'Occident et les pays sunnites. Depuis que les pays sunnites du Golfe ont désigné les Frères musulmans comme entité terroriste, l'Égypte a mis fin à ses réserves au

soutien des rebelles syriens et participe au blocus du Qatar afin qu'il se distancie de l'Iran.

La Syrie est dévastée : le nombre de pertes humaines approche le demi-million; le nombre de blessés et de mutilés est de 4 à 5 fois plus grand. 27% des habitations ont été détruites ou endommagées et la moitié de la population syrienne a été déplacée. Depuis 2011, 482 000 sans-emploi s'ajoutent annuellement et 78% des jeunes sont au chômage. Ayant perdu 226 milliards, le PNB syrien est aujourd'hui le quart de ce qu'il fut en 2010. On estime qu'il faudrait investir 300 milliards de dollars pour reconstruire la Syrie.

L'horrible spectacle des décapitations et de l'esclavage sexuel dans les territoires contrôlés par l'État islamique ces trois dernières années relève peut-être du passé, mais l'idéologie de l'État islamique n'est pas éteinte pour autant. Cette idéologie est le fruit de toute une évolution du militantisme islamique : les tendances réformatrices du XIX^e siècle ont fait place à des options de plus en plus radicales qui ont fait des adeptes dans plusieurs sociétés islamiques : les Frères musulmans dans la première moitié du XX^e siècle; leur équivalent chiite Fédayin Islam¹ (dévots de l'Islam) en Iran ; Gamaa Al-Islamiya (société islamique) et Al-Taqfir Al-Hihra (Anathème et repli) en Égypte; Al-Qaeda (la base) agissant contre des objectifs occidentaux et l'État islamique militant pour une révolution au sein même des pays islamiques. Certes, l'État islamique qui a contrôlé le Nord-Est de la Syrie et au Centre-ouest de l'Irak, est en perte de vitesse. Il n'en demeure pas moins que des dizaines de milliers de volontaires ont afflué à l'État islamique ; ils pourront continuer d'agir par des actions ciblées. Une association future des militants de l'État islamique et d'Al-Qaeda n'est pas à exclure.

Qu'en est-il des grandes puissances ? La Russie veut s'affirmer comme grande puissance et ne veut pas une récurrence de l'expérience libyenne :

¹ L'Ayatollah Khomeiny a fait partie de cette mouvance

chaque année, le régime libyen achetait pour 4 à 5 milliards d'armes à la Russie ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Les États-Unis veulent limiter l'ingérence iranienne alors que la théocratie iranienne continue de décrier les États-Unis qu'elle qualifie de personnification du grand Satan. Le président Trump n'a pas encore comblé 200 postes de haut niveau dans les domaines des relations extérieures et de la défense. Plus que jamais, il lui sera nécessaire de recourir à des conseils éclairés établissant une vision et stratégie cohérentes alors que la Syrie et l'Irak se trouvent à un tournant crucial.

Toutefois, la nature réelle des échanges qui se sont tenus entre les présidents Trump et Poutine à propos de la Syrie et bien d'autres sujets brûlants n'est pas connue. Y aurait-il une nouvelle entente de Yalta en préparation?